

Frédéric Pichon

SYRIE

Pourquoi l'Occident s'est trompé

Syrie

Frédéric Pichon

Syrie

Pourquoi l'Occident s'est trompé

ÉDITIONS DU ROCHER

Du même auteur

Du vieux avec du neuf.

Histoire et identité d'un village de Syrie. Maaloula,

Presses de l'Institut Français du Proche Orient,

Beyrouth, 2010.

Géopolitique du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord,

du Maroc à l'Iran, en collaboration avec Florian Louis

et Tancrede Josseran, PUF, « Major », 2012.

© Groupe Artège

Éditions du Rocher, Monaco, mai 2014

28 rue Comte Felix Gastaldi - 98015 Monaco

www.artege.fr

ISBN version papier 978-2-26807-605-8

ISBN version pdf 978-2-26807-685-0

Tous droits réservés pour tous pays

Avant-propos

Alors que le conflit entame sa quatrième année, il était nécessaire de réfléchir à la série d'erreurs qui nous ont empêchés de prendre la mesure de ce qui se trame en Syrie. La première fois que j'ai rencontré intellectuellement Frédéric Pichon, c'était en lisant son passionnant *Géopolitique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord* publié en 2012 aux PUF. J'avais beaucoup apprécié la clarté, la précision, la hauteur de vues de ce jeune chercheur, fin connaisseur du terrain syrien.

Comment expliquer qu'on se soit autant trompé, en Occident, sur le dossier syrien ? C'est le résultat d'un cocktail d'ignorance historique, de manichéisme politique et de *wishful thinking* diplomatique. Nous ne comprenons plus rien à ce qui se passe en Syrie parce que notre vision des sociétés orientales est teintée d'eurocentrisme. Dans les insurgés, nous n'avons voulu voir dès le départ que d'authentiques démocrates, ressemblant un peu à nos jeunes polytechniciens morts pour la liberté lors des trois glorieuses de juillet 1830. Tout ce qui n'entrait pas dans ce schéma – les profondes divisions de l'opposition, les exactions contre les chrétiens dans les zones libérées, l'islamisme virulent des katibas les plus efficaces sur le terrain –, nous l'avons occulté le plus longtemps possible. La plaie de la diplomatie contemporaine, c'est *wishful thinking* (prendre ses désirs pour des réalités). Parce qu'ils ont eu la peau de dictateurs

coriaces comme Slobodan Milosevic, Saddam Hussein ou Mouammar Kadhafi, les Occidentaux pensèrent que le « petit calibre » Bachar ne résisterait pas bien longtemps à leur pression psychologique. Ils n'avaient pas prévu que le dictateur jouerait une partition géopolitique très classique : laisser l'ennemi (le wahhabisme sunnite) se découvrir, mobiliser de puissants alliés (la Russie, l'Iran, le Hezbollah), puis passer tranquillement à la contre-offensive.

Dès l'été 2011, les médias et les gouvernements occidentaux médusés par le sort non-anticipé que l'Histoire avait réservé à Ben Ali, Moubarak et Kadhafi, nous expliquèrent que la dictature syrienne n'en avait que pour quelques semaines. La France de Sarkozy se précipita pour fermer son ambassade à Damas, estimant sans doute qu'elle la rouvrirait quelques mois plus tard, quand se seraient installées de nouvelles autorités, forcément pétries d'idéaux démocratique. Ce faisant, nous nous privâmes d'un incomparable outil de renseignement sur le pays et nous abandonnâmes à la seule diplomatie russe la possibilité d'influencer le cours des choses dans la capitale syrienne.

Sur le dossier syrien, la diplomatie française des dernières années a singulièrement manqué de constance, de pragmatisme et de réalisme.

Manque de constance : en quoi le Bachar honni de 2011 est-il idéologiquement différent de celui, courtoisé, à qui l'on a accordé l'insigne honneur d'être invité au défilé du 14 juillet 2008 sur les Champs-Élysées ?

Manque de pragmatisme : imitant les Américains, nous avons fermé notre ambassade à Damas. La diplo-

matie est avant tout l'art de parler avec ses rivaux et à ses ennemis. Entretenir une ambassade à Copenhague est beaucoup moins utile qu'en entretenir une à Téhéran. Manque de réalisme : dès le milieu de l'année 2011, la France s'est prononcée pour un dialogue politique, mais ce dernier devait exclure la personne du président Bachar al Assad. C'est ignorer que ce dernier incarne à lui seul tout l'appareil étatique. Qu'on le veuille ou non, c'est lui qui incarne l'État en Syrie et personne d'autre.

En proposant à ses partenaires européens l'armement des rebelles syriens, la France a inutilement irrité la Russie, ainsi que le médiateur nommé par l'ONU, Lakhdar Brahimi. La seule solution pour le pays est qu'un dialogue sans conditions s'établisse entre le régime et l'opposition. La France aurait été bien avisée de soutenir la Russie dans cet effort dès le printemps 2011. Au lieu de cela nous avons donné des leçons de morale, qui n'ont à la longue, pas servi à grand-chose.

Renaud Girard

Chroniqueur international au Figaro

Introduction

*« Ce n'est jamais la lutte entre le Bien et le Mal,
c'est le préférable contre le détestable. »*
Raymond Aron, *Le Spectateur engagé*

*« En fait, ni l'hybris des États-Unis d'aujourd'hui,
ni l'ingénuité des Européens,
ni l'idéalisme des Français
et leur goût persistant pour la grandiloquence
ne fonctionnent vraiment. »*
Hubert Védérine, *Continuer l'Histoire*

À la mi-mars 2011 la brutale répression des services de sécurité syriens met dans la rue une partie de la population de Deraa, ville sunnite du sud de la Syrie, à quelques encablures de la frontière avec la Jordanie. Plusieurs adolescents, accusés d'avoir réalisé des graffitis anti-régime sont arrêtés et torturés. Certains décéderont. À ce jour, les versions diffèrent encore sur le nombre des victimes et sur le jour même de l'événement¹. C'est à partir de cette date que la contestation envers le pouvoir syrien s'amplifie, non seulement à Deraa mais bientôt dans

1. Voir à ce propos l'analyse qu'en fait Barbara LOYER, directrice de l'Institut Français de Géopolitique dans *Hérodote*, n° 146-147, 3^e - 4^e trimestre 2012, pp. 97-99.